



**« ON VOUDRAIT  
ENTENDRE  
CRIER  
TOUTES LES VOIX  
DE NOS CITÉS »**

---

PAROLES D'HABITANTS DES QUARTIERS  
EN POLITIQUE DE LA VILLE



RAPPORT NATIONAL | JUILLET 2012



**question  
de ville**  
association des directeurs  
des centres de ressources  
de la politique de la ville

**ON VOUDRAIT  
ENTENDRE  
CRIER  
TOUTES LES VOIX  
DE NOS CITÉS**

RAPPORT NATIONAL | JUILLET 2012



**question  
deville**  
association des directeurs  
des centres de ressources  
de la politique de la ville

## « CHANTE TA VIE »

par : **Les nouvelles stars du plateau,**  
*groupe de jeunes filles du Plateau Rouher, à Creil*

Mon rêve à moi :  
Photographier les plus grandes stars,  
Mais quand je sors,  
Y'a des choses qui m'empoisonnent.

Moi, du haut de mes 12 ans,  
De ma fenêtre, je rêve d'or et de diamants.  
Mais faut pas trop rêver  
Dans ma cage à poulets.

Aujourd'hui, faut avouer,  
Ça se dégrade d'année en année.  
Il faut le crier,  
Sinon ça va jamais s'arranger.

### **REFRAIN**

*On veut chanter nous !  
On veut crier nous !  
On sait que la vie est difficile,  
On veut de l'harmonie dans nos villes,  
Un peu d'amour,  
Et que tout le monde s'entende.  
On voudrait entendre crier  
Toutes les voix de nos cités  
Et entendre hurler la joie et la gaieté.*

Nos quartiers sont tellement moches  
À croire que la vie nous coche.  
Ici les peintures sont plus écaillées  
Que l'écriture sur nos cahiers.

Je dévale mes escaliers  
Qui me souillent les souliers  
Dommage, maman était si fière de me les acheter.

Je sors et les travaux  
Ont rendu nos routes crado.  
Je trébuché sur un caillou  
Et m'abîme les genoux.

### **REFRAIN**

Ici nos grands frères sont très vulgaires  
À croire qu'ils nous ont déclaré la guerre.  
Pas d'école, pas de diplômes,  
De l'alcool à s'en dégoûter devant les mômes.

Pour que les enfants du Plateau grandissent sagement,  
S'il vous plait, on veut du changement.

### **REFRAIN**

# SOMMAIRE

<b>PRÉFACE</b>	<b>7</b>
<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>9</b>
<b>DES CITOYENS DE SECONDE ZONE ? RELATIONS HABITANTS / INSTITUTIONS : UNE QUESTION DE RECONNAISSANCE</b>	<b>10</b>
. « On se sent méprisé »	11
. « On ne nous écoute pas... »	14
. La concertation, un faux-semblant ?	16
. Prêts pour la mobilisation collective !	19
<b>UN NIVEAU D'ÉQUIPEMENT ET DE SERVICES INDIGNE DE LA VILLE</b>	<b>21</b>
. Pas assez de commerces de proximité	22
. Service public : c'est fini ?	26
. Bailleurs sociaux et gestion de proximité : encore un effort !	28
. Une offre culturelle en recul	30
. Cadre de vie détérioré = vie sociale en péril	33
<b>ENCORE ENCLAVÉS, ET TOUJOURS STIGMATISÉS : UNE SOUFFRANCE QUOTIDIENNE</b>	<b>36</b>
. Loin de tout...	37
. Une mobilité entravée	38
. Mauvaise image : un fait qui perdure	40
. L'expérience du rejet	43
. Comment trouver un emploi dans ces conditions ?	44
<b>JEUNESSE : DES ADULTES INQUIETS, DÉSEMPARÉS, MAIS BIENVEILLANTS</b>	<b>47</b>
. « Trop d'enfants livrés à eux-mêmes »	48
. Un problème de société	50
. Pour une prise en charge collective de la responsabilité éducative	54
<b>NUISANCES, INCIVILITÉS, INSÉCURITÉ : UNE RÉALITÉ MULTIFORME</b>	<b>59</b>
. Un sujet relativisé	60
. Des points noirs qui pourraient être résorbés	63
. La violence n'est pas toujours là où l'on croit...	64
<b>À QUI PROFITE LA RÉNOVATION URBAINE ?</b>	<b>70</b>
. De fortes attentes...	71
. Des résultats positifs, mais qu'il faudra faire durer	73
. La densification mal vécue et la qualité pas toujours au rendez-vous	77
. Et qui peut payer les nouveaux logements ?	79
. La mixité sociale en question	81
<b>DES LIEUX DE VIE AUXQUELS ON RESTE ATTACHÉ</b>	<b>86</b>
. Les temps changent...	87
. Mais il y a du bon ici !	89
. La diversité culturelle comme richesse	92
. La qualité de la vie sociale : un trésor à entretenir	95
<b>LE REGARD DES PROFESSIONNELS QUI ONT ACCOMPAGNÉ LA DÉMARCHÉ</b>	<b>101</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>104</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>107</b>
Fiches d'identité des quartiers mobilisés dans l'enquête	

## PRÉFACE

Depuis 30 ans, la politique de la ville a donné lieu à un nombre considérable de rapports. Bon nombre d'entre eux ont traité de la question de la participation des habitants. Plus rares sont ceux qui ont donné la parole aux habitants eux-mêmes.

C'est là tout le mérite et l'intérêt du travail réalisé par la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France et Question de Ville.

Des multiples témoignages recueillis, je retiens au moins quatre idées :

- Un besoin inassouvi de reconnaissance et d'écoute. C'est notre processus de décision, et plus largement notre fonctionnement démocratique qui se trouve interpellé. Beaucoup de nos politiques publiques et singulièrement la politique de la ville auraient subi moins d'échecs si elles avaient pris le temps d'écouter ceux à qui elles sont destinées. Ce rapport illustre combien les habitants des quartiers sont des citoyens actifs en capacité de bâtir un diagnostic et de proposer des solutions.
- La nécessité de poursuivre avec opiniâtreté les efforts engagés pour renforcer les équipements et les services publics et privés, notamment tout ce qui touche aux transports, au commerce et à l'entretien des espaces publics et de l'habitat. L'enjeu, c'est tout à la fois le respect dû aux personnes, l'égalité des citoyens, l'attractivité du quartier, ou encore sa réputation et l'image de ceux qui y vivent.
- Le besoin d'aider certains parents dans leur mission éducative. « *Si on côtoyait plus la jeunesse, on les comprendrait mieux et eux pareil* ». Plus qu'un long exposé, cette citation illustre la nécessité de l'intergénérationnel et d'une évolution de nos pratiques.
- Un large soutien à la rénovation urbaine qui s'accompagne néanmoins d'interrogations sur la disparition des liens de solidarité dans certains quartiers et surtout sur la validité de l'objectif de mixité sociale.

Je pourrais citer beaucoup d'autres illustrations de la richesse de ce rapport et de l'approche nouvelle à laquelle il nous invite, par exemple sur des sujets tels que l'interculturalité.

Dans le cadre de notre politique de rétablissement de l'égalité entre les territoires, une concertation sur la politique de la ville va s'engager dans les prochaines semaines en vue de réformer cette politique. Ce rapport sera un outil précieux pour tous ceux qui doivent y réfléchir. N'aurait-il qu'un seul mérite, c'est de nous rappeler qu'une part de la dignité des gens qui vivent dans ces quartiers réside dans le fait d'avoir quelque chose à dire sur leur propre destin et que ce « quelque chose » doit être au cœur de l'action publique. On ne fera rien de bien sans eux, encore moins contre eux.

**François LAMY**  
Ministre délégué à la ville

## UN IMMENSE MERCI...

### ... aux habitants ayant participé à la démarche

d'Amiens (*Somme*), de Creil (*Oise*), de Bègles (*Gironde*), de Bordeaux (*Gironde*), de Mérignac (*Gironde*), de Clichy-sous-Bois et Montfermeil (*Seine-Saint-Denis*), du Blanc-Mesnil (*Seine-Saint-Denis*), de Rosny-sous-Bois (*Seine-Saint-Denis*), d'Argenteuil (*Val d'Oise*), de Persan (*Val d'Oise*), de Pontoise (*Val d'Oise*), de Rémire Montjoly (*Guyane*), de Rive de Gier (*Loire*), de Lille (*Nord*).

### ...aux acteurs des Centres sociaux

Renaud Bonami (*Centre social du Pré-Gentil – Rosny-sous-Bois*), Sylvie Bonnemain (*Centre social Grand Pont – Rive de Gier*), Lison Bordier (*stagiaire D.A.A.C. – Guyane*), Christelle Calendrier (*Centre social Georges Brassens – Creil*), François Castex (*Centre social de Beau-désert – Mérignac*), Olivier Canzillon et Magalie Chastagner (*Centre social Les Tilleuls – Le Blanc-Mesnil*), Paule Dubois (*Centre social du Burck – Mérignac*), Myriam Dufay (*D.A.A.C. – Guyane*), Agnès Faulcon (*Centre social intercommunal de la Dhuis – Clichy-Montfermeil*), Jacques Fleury (*Centre social – Bègles*), Pascal Gosselin (*Centre social Georges Brassens – Creil*), José Hermenegildo Gomes (*D.A.A.C. – Guyane*), Nabil Kouidi (*Centre social Agora – Persan*), Anne-Claude Lefebvre (*Centre social du Burck – Mérignac*), Nathalie Legall (*Centre socioculturel des Louvrais – Pontoise*), Stéphane Marolleau (*Centre social Grand Parc – Bordeaux*), Sakina Nhari (*Maison Pour Tous du Val d'Argent Nord – Argenteuil*), Florence Petit (*Centre social et culturel d'Étouvie – Amiens*).

### ...aux membres du comité de pilotage

Frédérique Bourgeois (*Centre de Ressources Développement Social Urbain – Rhône Alpes*), Julie Bossuet-Marteau (*Fédération des Centres sociaux de la Loire et de la Haute Loire*), Marie-Chantal Duru (*Fédération des Centres sociaux de Seine-Saint-Denis*), Catherine Foret (*sociologue*), Camille Gremez (*Espace Picard pour l'Intégration*), Claire Grygiel (*Pays et Quartiers d'Aquitaine*), Caroline Ladous (*Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France*), Sylvie Lambert (*Fédération des Centres sociaux du Nord*), Nour-Eddine Laouer (*Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise*), Guy Lequen (*Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise*), Bénédicte Madelin (*Profession Banlieue – Seine-Saint-Denis*), Jean-Claude Mas (*Pôle de Ressources Ville et Développement social – Val d'Oise*), Jean-Luc Michaud (*Trajectoires Ressources – Bourgogne-Franche-Comté*), Anne Rochard (*Fédération des Centres sociaux de Gironde*), Denis Souillard (*Centre de ressources Politique de la Ville de Guyane*), François Vercoutère (*Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France*).

### ... et à toutes celles et ceux qui ont apporté leur soutien aux travaux du groupe de pilotage

Besma Abi-Ayad (*stagiaire FCSF*), Vincent Aguano (*association Carmen*), Jean-Marc Aimable (*chef de projet DSU – Rémire Montjoly*), Julie Bonnet (*sociologue*), Nabil Bouzidi (*stagiaire EPI*), Guillaume Guthleben (*Trajectoires Ressources – Bourgogne-Franche-Comté*), Yannick Koudedji (*sociologue*), Gérard Leval (*consultant*), Mélody Peytureau (*sociologue*), Marion Pollier (*CRDSU – Rhône Alpes*), Arnaud Simetière (*Pôle de Ressources Ville et Développement social – Val d'Oise*), Audrey Simon (*stagiaire FCSF*), Philippe Villeval (*ancien salarié de la Fédération des Centres sociaux du Rhône*).

## AVANT-PROPOS

Ce rapport est le fruit d'une rencontre entre deux réseaux : celui des 1100 Centres sociaux et socioculturels de France fédérés, dont plus de la moitié, implantés en territoire de la Politique de la Ville, sont quotidiennement en contact avec les habitants des quartiers ; et Question de Ville, association des directeurs des Centres de ressources Politique de la Ville (espaces de dialogue, de mise en réseau et de qualification des acteurs de la Politique de la Ville).

Il rend compte d'une démarche conduite au cours de l'année 2011 avec la participation de groupes d'habitants de quinze quartiers différents de la Politique de la Ville, répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans un département d'Outre-Mer. L'objectif était, à partir de rencontres successives de ces groupes, animées dans les Centres sociaux, d'élaborer un premier rapport national sur la vie dans les quartiers.

Si les Centres sociaux sont des lieux en très grande proximité avec les territoires et leurs habitants, les Centres de ressources sont au cœur des réflexions sur les questions urbaines et sociales. En nous associant, nous avons souhaité mettre en commun nos savoir-faire au service du développement social urbain.

Nos deux réseaux défendent une même conception fondée sur une place plus grande laissée aux initiatives des habitants et à celles des associations. Ce rapport est donc une forme d'expression citoyenne. Nous voulons contribuer au débat indispensable sur l'avenir de ces "morceaux de ville". Le ton choisi reflète notre souhait d'interpeller élus, professionnels, décideurs des politiques publiques, sur le décalage existant entre les discours sur les territoires de la Politique de la Ville et la réalité exprimée par les gens qui y vivent. Il semble que c'est en prenant en considération leur parole que nous serons mieux à même de répondre ensemble à leurs préoccupations, et que chacun pourra tirer profit de l'énergie, des envies d'agir, des capacités d'invention inexploitées au sein de ces "communautés de vie."

Nous remercions les trois cents habitants qui ont fait ce rapport. Ils nous ont apporté leur expertise, que nous sommes heureux de vous faire partager. Nous remercions également Catherine Foret qui, dans un grand respect de l'esprit de la démarche, nous a prêté sa plume.

Nous remercions enfin le Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes qui nous a apporté son soutien.

**Pierre Garnier**

Président de la Fédération des Centres Sociaux et socioculturels de France (FCSF)

**Bénédicte Madelin**

Présidente de l'Association Question de Ville



# DES CITOYENS DE SECONDE ZONE?



RELATIONS HABITANTS / INSTITUTIONS :  
UNE QUESTION DE RECONNAISSANCE



« *Nous, après le rond-point, on ne fait plus partie de la Ville !* »

LES LOUVRAIS

Trente ans après les débuts de la Politique de la Ville, on pourrait penser que le constat fait à l'époque de "l'abandon" ou du délaissement institutionnel de nombre de quartiers de banlieue n'est plus qu'un mauvais souvenir. C'est en partie vrai. Mais on est encore loin du compte, sur bien des sites. L'impression d'être « *ignorés* », voire « *maltraités* » par telle ou telle institution, a très souvent été mise en avant par les habitants qui se sont exprimés dans le cadre de la préparation de ce rapport. Avec des accusés de choix — cibles premières parce que seuls interlocuteurs véritablement reconnus comme ayant du pouvoir sur ces quartiers : les élus locaux et les bailleurs de logements sociaux. L'État, dans ses fonctions régulatrices ou protectrices, n'est pas du tout apparu dans les discours que nous avons recueillis. Et si des institutions nationales ont été citées, c'est vers les collectivités locales et leurs représentants que les habitants se tournent spontanément pour exprimer leur satisfaction, leur indignation ou leurs espoirs quant à la transformation de leur cadre de vie.

Ce sont en effet les élus locaux qui apparaissent aujourd'hui responsables de l'ensemble des politiques publiques menées sur ces quartiers. Du coup, ils sont aussi perçus comme seuls recours valables contre l'injustice ressentie par les habitants, dans leurs rapports avec les administrations ou les professionnels qui œuvrent sur ces territoires. Cette interpellation des élus est en un sens une bonne nouvelle, signe qu'ils sont bien identifiés dans leur rôle de représentants du peuple, ici comme dans le reste de la ville. Mais en même temps, le leitmotiv entendu d'un quartier à l'autre sur le « *mépris* » dont les habitants feraient l'objet, de la part des institutions censées représenter la République, en dit long sur la fragilisation du sentiment de citoyenneté, dans les groupes de population qui vivent sur ces territoires. Il permet aussi de mieux comprendre le rapport au politique des habitants que nous avons rencontrés — quelque part entre révolte, exigence vis-à-vis des pouvoirs publics et volonté de prendre soi-même les choses en main.

## « ON NOUS MÉPRISE »

« *Moi, je suis dans les logements qui vont être démolis, on n'a pas d'information. Je voudrais savoir pour inscrire les enfants à l'école. Si ça se trouve, on va changer de département..., on ne sait rien.* »

LES TILLEULS

La douleur éprouvée par des familles qui se sentent reléguées sur des territoires « *à part* », en marge de la ville, transparaît dans bien des déclarations recueillies lors des rencontres que nous avons organisées dans différents Centres sociaux et socioculturels de France. Cela s'exprime par des remarques sur la « *discrimination géographique* » dont les habitants de ces quartiers se sentent victimes, par rapport à ceux qui vivent dans d'autres secteurs de la ville. Comme si vivre ici, être contraint d'habiter là, revenait à être marqué d'une sorte d'indignité. « *Là, je suis en France,*

*avant j'étais au bled»,* explique ainsi, en se référant à la qualité des aménagements urbains, une adolescente ayant quitté le quartier du Val d'Argent Nord pour le centre-ville d'Argenteuil.

D'une manière générale, cette « mise à l'écart », ce manque d'équité perçu dans les manières d'agir au sein d'une même commune, engendre une défiance forte vis-à-vis des institutions municipales de la part des habitants, qui se plaignent d'une gestion différenciée des territoires. Ici et là, on déplore que les quartiers pâtissent d'un « *manque de considération* » de la part des décideurs politiques. Tandis que les centres-villes jouissent de moyens financiers conséquents et constants, dévolus à la conduite de travaux ou à l'embellissement général du cadre urbain, les quartiers « *périphériques* » ne bénéficieraient pas des mêmes allocations de ressources.

Si les services municipaux figurent en première ligne des accusés dans ce procès en abandon, ils ne sont cependant pas les seuls à être incriminés, lorsqu'on entre dans le détail de la vie quotidienne. Les bailleurs sociaux, des administrations comme La Poste, la Police..., ou encore des entreprises privées qui assurent des délégations de service public, sont souvent mis en cause également. Avec cette impression exaspérante que les institutions se renvoient la balle face aux demandes d'informations des habitants.

**« Il faut réclamer, réclamer !  
Réclamer, réclamer pour obtenir  
quelque chose ! »**

LE BURCK

**« Quand vous demandez aux HLM,  
ils disent que c'est à la mairie... »**

LE PRÉ-GENTIL

Dans le quartier Yves Farge à Bègles, un habitant a témoigné de son sentiment d'être « *un citoyen de seconde zone* », en s'indignant du fait que les policiers « *explosaient les portes pour rentrer chez les familles. Ça, c'est des mauvais souvenirs. Je suis sûr que s'ils allaient chez les familles Dupont ou Durand, dans les résidences, ils n'allaient pas exploser les portes* ». Derrière les départs de certains habitants le sentiment d'avoir été abandonnés par les pouvoirs publics : « *Ce n'est pas le quartier lui-même qui m'a fait fuir. Personnellement, j'y étais très bien ; c'est la dégradation du quartier, et que personne ne veut rien faire* ». Ailleurs, ce sont les forces de l'ordre, ou les pompiers, qui donnent le sentiment de ne pas traiter les habitants du quartier comme n'importe quel citoyen de la ville...

Les contrôles au faciès sont particulièrement dénoncés, comme symboles de l'injustice dont le peuple des quartiers ferait les frais. « *J'ai des enfants métis et on les regarde de travers. Il y a du délit de faciès. On leur reproche d'être "bronzés", s'insurge ainsi une habitante de Fives (Lille). « Pourquoi il y a toujours des contrôles de police à la sortie du métro ? Mon boucher s'est fait contrôler. Il sortait pour s'acheter du pain, il avait juste enlevé son*

**« Quand on est coincé dans  
l'ascenseur, les pompiers, on peut  
les attendre. Ils ne se déplacent plus. »**

LE GRAND ENSEMBLE

*tablier. Et il s'est fait arrêter par la police, contre le mur, comme ça. Et évidemment il n'avait pas ses papiers. Ils ne voulaient pas croire qu'il était le boucher juste à côté. C'est vraiment du délit de faciès ! »*

**« On se sent humilié. Des fois ils profitent (...). J'ai l'impression que ces sociétés nous dominent, pour eux c'est juste le loyer. Une voisine a été hospitalisée, elle n'a pas payé pendant trois mois..., quand elle est revenue, dès le premier jour, l'huissier était là pour la mettre à la porte. Elle pleurait..., mais elle rentrait de l'hôpital ! Elle est toute seule ! Un responsable de la société pourrait dialoguer quand même. »**

---

#### LES TILLEULS

Au final, c'est l'accumulation de toutes ces blessures quotidiennes, des doléances et des appels au secours non entendus, des attentes non satisfaites et des promesses non tenues, qui signe le manque de reconnaissance de la part des pouvoirs publics en général vis-à-vis des habitants de ces quartiers. Ces derniers ont en effet tendance à ne plus distinguer les institutions les unes des autres, qu'elles soient locales ou nationales, comme si l'attitude des unes rejaillissait sur les autres. Ils mettent tout le monde dans le même sac — de même que les habitants se sentent tous réduits à l'image caricaturale des « quartiers », comme on dit désormais, de manière euphémisée, en France. Cela a bien évidemment des conséquences ravageuses sur le sentiment de citoyenneté, surtout lorsqu'à ce délaissement politique ou administratif s'ajoutent les difficultés économiques vécues par nombre de ménages. L'accroissement du chômage et de la pauvreté qui ont été peu abordés dans le cadre des rencontres ayant présidé à ce rapport<sup>1</sup> — alors qu'ils sont bien évidemment une réalité extrêmement prégnante dans ces territoires — rend en effet encore plus douloureux le vécu de ce « mépris » institutionnel.

---

<sup>1</sup> Ce n'était pas le sujet, et les situations de discussion collective n'étaient guère propices aux épanchements personnels, pudeur oblige...

## « ON NE NOUS ÉCOUTE PAS »

*« Les bailleurs sociaux n'écoutent pas du tout les locataires, vous y allez, vous demandez quelque chose, vous les dérangez. »*

### LE PRÉ-GENTIL

Mais très vite, à la faveur des discussions collectives, ils ont aussi fait état de leur combativité. Même sur les sites souffrant le plus de leur non reconnaissance, comme le quartier de la BP 134<sup>2</sup> en Guyane, auto-construit en pleine forêt, à proximité d'une décharge, on a ainsi senti que le rapport au politique demeurait vivace. D'une manière générale, la volonté d'implication locale, le souci d'être considéré et pris en compte se ressentent intensément et vont à l'encontre des analyses actuelles qui soulignent la "dépolitisation" générale des citoyens.

*« On voudrait plus de réunions pour pouvoir nous écouter, pour s'exprimer. Souvent, on nous dit : vous n'êtes pas la seule, il y a pire... Mais ça fait du bien d'être écouté. »*

### LE GRAND ENSEMBLE

Selon les quartiers et les situations, les habitants rencontrés ont évoqué dans un premier temps leur exaspération, leur épuisement ou leur résignation face à cette incapacité institutionnelle à dialoguer, dans laquelle ils voient un déni de leur statut de citoyen digne d'être traité à l'égal de tous les autres.

*« Quand il y a un problème, je n'ai pas d'écoute. Ce n'est pas normal. Je paie mes charges et mon loyer. »*

### LES TILLEULS

Le seul fait de critiquer la présence insuffisante des pouvoirs publics sur le quartier témoigne d'ailleurs de cette volonté des uns et des autres de ne pas baisser les bras. Plus révoltés que défaitistes face à la situation qui leur est faite, les uns et les autres continuent donc de demander, de réclamer sans relâche de la reconnaissance, de l'écoute, de la considération. « Moi, j'ai demandé un rendez-vous à la permanence, on m'a répondu : il faut attendre 2 ou 3 mois. Je me suis rendue à la mairie, j'ai dit que je voulais un rendez-vous. La secrétaire m'a dit : je n'ai pas que ça à faire. Là, je lui dis en face que je veux voir un adjoint, quelqu'un... ». Cet acharnement à se faire entendre malgré tout transparaît lors des interactions individuelles de tous les jours, au guichet de telle ou telle administration, ou dans ce mot brandi comme un étendard par les jeunes des banlieues, depuis déjà trop longtemps : RESPECT ! Et cela surgit encore plus fortement lorsqu'on est réuni, à plusieurs, pour témoigner de la vie dans son quartier. C'est alors que l'on parvient à dépasser le simple niveau de la plainte : au fil des échanges émergent des éléments d'explication, des propositions constructives, qui montrent bien le désir de dialogue et le potentiel qui pourraient être exploités par les institutions — pour peu que celles-ci soient prêtes à reconnaître enfin la légitimité des habitants de ces quartiers à être là, à parler en leur nom et à être écoutés.

<sup>2</sup> BP 134 pour « boîte postale 134 ».



## « IL NE MANQUERAIT PAS GRAND CHOSE... »

Le groupe d'une dizaine de personnes réunis à la Maison pour Tous du Val d'Argent Nord au cours de trois séances de travail courant 2011 a pointé comme central l'enjeu d'une meilleure considération des habitants, dans la perspective d'une amélioration de la vie du quartier. Critiquant le fait que ces derniers ne soient que très rarement associés aux décisions prises par les institutions (en matière d'aménagement de voirie par exemple, les décisions « s'imposent » ou « sont annoncées parfois au dernier moment »), les participants à la démarche ont dit leur sentiment de ne pas être assez écoutés dans leurs réclamations ou de l'être au prix de beaucoup de temps et de mobilisations. Et de façon générale, les initiatives et propositions qu'ils formulent leur semblent trop souvent dévalorisées.

**« Les habitants, c'est eux qui savent, pas ceux qui sont venus une fois le samedi matin et ont pris trois photos... »**

Le groupe a ainsi exprimé une forte demande de participation aux affaires publiques, qui doit passer par davantage de concertation et de prise en compte des avis et expertises portés par les habitants. Ceux-ci s'estiment en effet les mieux placés pour penser le devenir de leur quartier aux côtés des institutions.

**« Il ne faut plus travailler tout seul, il faut faire participer les habitants. »**